



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

Arrêté n° 20221223-DEC-DAEN1036

**Au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
portant mise en demeure à l'encontre de la société
UCAB à CREST (26)**

**La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu les articles R. 515-61, R.515-71 et R. 515-72 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation sous la rubrique n° 2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux » (Applicable au régime de l'enregistrement des installations existantes) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 5627 du 13 novembre 1990 autorisant la société UCAB à exploiter ses installations de fabrication d'aliments pour bétail sur le territoire de la commune de CREST ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017103-0008 du 12 avril 2017 mettant à jour la situation administrative de l'UCAB ;

Vu l'article 4 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 susvisé qui dispose que : *Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, au démarrage, lors de nettoyages, de périodes de maintenance, en fonctionnement dégradé, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.*

Vu l'article 5 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 susvisé qui dispose que : *Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion ou d'incendie est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition d'accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.*

Vu l'article 13 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 susvisé qui dispose que : *Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles comportent notamment :*

- *le plan des installations avec indication :*
- *des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;*
- *les moyens de lutte contre l'incendie ;*
- *les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;*
- *les stratégies d'intervention de l'exploitant en cas de sinistre.*

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 06 janvier 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 06 janvier 2023 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu le courriel de l'exploitant faisant part de ses observations en date du 11 janvier 2023 ;

Vu le courriel en réponse à l'exploitant de l'inspection de l'environnement du 11 janvier 2023 ;

Considérant qu'au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale IED est la rubrique 3642 relative au traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives à l'industrie agro-alimentaire (BREF FDM) ;

Considérant que, conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées ;

Considérant que les conclusions MTD du BREF FDM sont parues au JOUE du 4 décembre 2019 ;

Considérant que l'exploitant aurait dû déposer son dossier de réexamen IED avant le 4 décembre 2020 ;

Considérant que lors de la visite en date du 8 novembre 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que :

- l'exploitant n'a toujours pas constitué et déposé son dossier de réexamen IED (BREF FDM) et le rapport de base ;
- les procédures associées à la conduite à tenir en cas de dérive des installations (alarme température, apparition de fumée...) ne sont pas définies ;
- les événements précurseurs d'incendie ou explosion ne sont pas consignés dans un registre ;
- l'ensemble des éléments (plans, stratégie de défense) requis en matière de sécurité industrielle du site ne sont pas présents ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R.515-71 du code de l'environnement et des articles 4, 5, 13 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 ;

Considérant dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société UCAB de respecter les prescriptions des articles susmentionnés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Drôme

ARRETE

Article 1

La société UCAB exploitant une installation de production d'aliments pour bétail, sise 1 rue Henri Barbusse sur la commune de Crest (26400) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R.515-71 du code de l'environnement en adressant à la préfète un dossier de réexamen (conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF FDM), avec un rapport de base, **avant le 31 mars 2023**.

Article 2

La société UCAB est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 susvisé, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, en rédigeant les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble de l'installation.

Article 3

La société UCAB est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 susvisé, **dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**, en consignait dans un registre tout évènement susceptible de constituer un précurseur d'explosion ou d'incendie.

Article 4

La société UCAB est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 susvisé, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, en rédigeant des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence.

Article 5

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 4 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 7

Le présent arrêté est notifié à la société UCAB. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de CREST et tenu à la disposition du public. Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme (www.drôme.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le
La préfète,



Pour la Préfète, et par délégation
La Secrétaire Générale
Marie ARGOUARC'H